

# Économie

## Établissements et entreprises publics

# Près de 200 MMDH brassés en 2014

● En 2014, le portefeuille des EEP comptait 244 établissements publics et 44 sociétés anonymes, qui ont affiché un chiffre d'affaires de 198 MMDH, en légère progression relativement à 2013. Les autres indicateurs, livrés dans le rapport d'activité de la direction des entreprises publiques et de la privatisation, sont, en revanche, en repli, alors que certains affichent des données contradictoires. Le Groupe OCP reste le champion de l'investissement.

Malgré la multiplication des opérations de privatisation qui ont marqué le paysage public marocain, les Établissements et entreprises publiques (EEP) continuent à être d'une importance capitale dans l'économie nationale. Le rapport d'activité de la Direction des entreprises publiques et de la privatisation (DEPP), du ministère de l'Économie et des finances, pour le compte de l'exercice 2014, confirme leur contribution structurelle, que ce soit en termes de chiffres que de missions stratégiques portées par ces dernières. En effet, plus de 400 EEP, supervisées par la DEPP, ont brassé, en 2014, un chiffre d'affaires colossal qui s'élève à 198 milliards de

dirhams, soit près du quart du PIB de la Nation. Rien que ça ! Il faut dire que les EEP couvrent une large «gamme» d'unités, plus ou moins rentables. Le portefeuille des EEP recouvre, en effet, une diversité de statuts juridiques des entités qui le composent (244 Établissements publics et 44 Sociétés anonymes). Certaines d'entre elles détiennent des filiales ou des participations au nombre total de 442 unités, dont 236 où la participation publique est majoritaire. «Ce portefeuille est caractérisé par une forte implantation aux niveaux local et régional», indique la DEPP.

### Performances en demi-teinte

Hormis le chiffre d'affaires qui



s'est apprécié de 8 MMDH relativement à 2013, les données brutes, livrées dans le cadre de ce rapport annuel, font toutefois état d'un repli au niveau des autres indicateurs. La somme des résultats nets des EEP s'est repliée, sans pour autant que l'on puisse donner ce niveau de repli, du fait des chiffres contradictoires livrés dans le document. Même tendance négative pour la rubrique «Produits provenant des EEP», qui est passée de 13,3 MMDH, en 2013 à 9,8 MMDH, une année plus tard. Les investissements réalisés sont, quant à eux, passés de 78 à 72 MMDH, d'une année à l'autre, alors que les «transferts de l'État au profit des EEP» se sont alourdis de 20,6 à 25,5 MMDH, selon les indicateurs de la DEPP. Pourtant, le mot du directeur donne un commentaire paradoxalement

favorable. «Le progrès constaté au niveau des performances des EEP et l'augmentation de leurs investissements, sont le fruit de réformes et de restructurations sectorielles profondes de l'adoption des règles de bonne gouvernance et de transparence ainsi que de la recherche continue de diversification de leurs sources de financement et de modernisation de leurs cadres institutionnel et organisationnel», estime Samir Mohammed Tazi, directeur des Entreprises publiques et de la privatisation, dans sa déclaration introductive. Ceci dit, l'année 2014 compte à son actif plusieurs avancées certaines,

soulignées par la DEPP, dont notamment un nouveau cadre légal et réglementaire pour les Partenariats public-privé afin d'accélérer le rythme de l'investissement public, un projet pour renforcer la gouvernance et améliorer l'efficacité du contrôle financier de l'État sur les EEP, un progrès considérable, suite à la mise en œuvre du Code de bonnes pratiques de gouvernance des EEP, ainsi que la poursuite de la généralisation progressive de la politique de contractualisation, à travers la signature de deux nouveaux contrats-programmes avec des établissements d'envergure. «Nous nous sommes également penchés sur la définition d'une stratégie actionnariale de l'État dans le cadre

**Les investissements sont passés de 78 MMDH en 2013 à 72 MMDH une année après.**

de l'étude visant l'instauration d'une gestion active du portefeuille public ainsi que sur la poursuite de nos actions d'appui dans le cadre de la réforme de passation des marchés publics, à travers un accompagnement dynamique de changement auprès des EEP», annonce Tazi.

PAR OTHMANE ZAKARIA  
o.zakaria@leseco.ma

### Quatre EEP mobilisent la moitié des investissements

Alors que le chiffre d'affaires du secteur des EEP s'est amélioré de 4%, la valeur ajoutée est restée relativement stable, autour de 73 MMDH, les fonds propres et le total du bilan ont progressé de 7% et 8% respectivement. S'agissant des dépenses d'investissement, ces dernières ont atteint, en 2014, une valeur de 72 MMDH, étant précisé que la capacité d'autofinancement a participé au financement de 49% de l'investissement. Plus de 50% des investissements du secteur sont le fait de 4 EEP que sont le Groupe OCP, menant de loin avec 20 MMDH, suivi de l'ONEE avec 8,3 MMDH, du Groupe CDG et du Groupe Al Omrane avec 6 MMDH investis par chacun de ces derniers.